Déclaration

**de S.E.Mme Hadja Mariama Aribot,
Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et
de l'Enfance à la 49^{ème} Session des Nations Unies sur la
Condition de la Femme.**

Madame la Présidente,

Je voudrais vous remercier, ainsi que les autres membres du bureau et le Secrétariat général des Nations Unies, pour les efforts que vous avez déployés, dans le cadre de la préparation de nos présentes assises et du renforcement des méthodes de travail de la Commission de la Condition de la femme.

Je voudrais, particulièrement, transmettre les félicitations et les encouragements de Son Excellence le Général **Lansana CONTE**, Président de la République de Guinée, à monsieur **Kofi A. Annan**, Secrétaire général des Nations Unies, pour les efforts inlassables qu'il ne cesse de déployer à la tête de l'Organisation des Nations Unies, notamment pour assurer la promotion de la femme et l'égalité des sexes.

Mes remerciements s'adressent également aux hautes personnalités et à tous les partenaires dont l'action et l'engagement favorisent la pleine réussite de nos travaux.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par le Représentant du Groupe des 77 et de la Chine et voudrait, à titre national, faire la présente déclaration.

Madame la Présidente,

A l'heure de l'examen et de l'évaluation décennale de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, force est de reconnaître que d'importants progrès ont été réalisés aux niveaux international, régional, sous régional et national, dans la mise en oeuvre effective des recommandations et des engagements pris, même si des efforts doivent être davantage déployés pour atteindre la totalité des objectifs fixés.

L'attention accordée aux douze domaines critiques, l'adoption de résolutions pertinentes par la Commission de la condition de la femme, par l'Assemblée générale, par le Conseil de sécurité, par l'ECOSOC, ainsi que les dispositions prises par les gouvernements, les organisations régionales, sous régionales et intergouvernementales, attestent de la volonté de la communauté internationale de poursuivre et de mettre en oeuvre la Déclaration et le Programme d'action.

Dans ce contexte, l'Afrique, par la tenue des conférences, des ateliers et des séminaires, a apporté sa contribution aux efforts de la communauté internationale. On retiendra, entre autres, la tenue à Addis Abeba, du 12 au 14 octobre 2004, de la septième Conférence régionale sur les femmes (Beijing +10) pour l'évaluation décennale de la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Pékin, dont le document final constitue une contribution aux recommandations qui résulteront de la présente session. Il en est de même de la Déclaration de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Au niveau sous régional, il convient de noter les actions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a, entre autres, tenu, du 16 au 19 février 2004, la première réunion de la Commission technique Genre de la CEDEAO, afin d'examiner les questions d'intérêt commun aux pays de la sous région, notamment le Mémoire relatif à la transformation de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest en Centre de Développement du Genre de la CEDEAO, et, du 13 au 15 avril 2003, la réunion sous régionale d'évaluation décennale de la mise en oeuvre de la Plate forme de Pékin et d'autres initiatives.

Le Gouvernement guinéen a activement participé à ces différents fora qui ont été l'occasion pour lui d'exposer sa politique en matière de promotion de la femme et d'égalité des sexes, ainsi que la mise en oeuvre des recommandations issues des grandes conférences.

Madame la Présidente,

En soulignant l'importance de l'action de la communauté internationale dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action, il convient de noter que leur mise en oeuvre effective incombe aux Etats membres.

Dans ce contexte, la décennie mondiale sur les femmes (1995 - 2005) a été marquée par une volonté politique du Gouvernement guinéen en faveur de la réhabilitation des femmes, de l'amélioration de leur statut et du renforcement de leur égale participation à la vie politique, administrative, économique, sociale et culturelle.

Pour illustrer cet engagement, la Guinée a signé et ratifié la plus part des conventions portant sur les droits fondamentaux des femmes, dont la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes, dès 1982.

A l'avènement de la deuxième République, l'engagement de mon pays a reçu une nouvelle impulsion politique dans le discours programme du 22 décembre 1985, adressé au peuple de Guinée par le Chef de l'Etat, le Général **Lansana CONTE**.

La Loi Fondamentale, issue de ce programme, qui vise le bien-être de la population toute entière, stipulera dans son article 8 que personne ne doit être discriminée en raison de son sexe. Dès lors, un important dispositif institutionnel chargé des questions féminines a été mis en place.

Le Secrétariat d'Etat aux Affaires Sociales, à la Promotion Féminine et à l'Enfance a été créé le 03 septembre 1992. Deux ans plus tard, Il sera élevé au rang de Ministère de la Promotion Féminine et de l'Enfance, avec le mandat élargi à la protection sociale, en 1996.

En tant que mécanisme institutionnel d'orientation politique et technique de concertation et de suivi des dispositions légales en matière de promotion des femmes, le Ministère a été chargé de l'élaboration, la coordination, la mise en oeuvre et du suivi de la politique gouvernementale dans les domaines des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance. Il a été érigé par le Gouvernement en secteur "Cadre de Dépenses à Moyen Terme" (CDMT), c'est-à-dire secteur prioritaire pour les dépenses de l'Etat, matérialisant ainsi la prise en compte de la dimension Genre dans l'agenda politique guinéen.

Madame la Présidente,

En 1996, le département a élaboré la Politique Nationale de Promotion Féminine, mettant ainsi à la disposition du gouvernement, des acteurs sociaux et des partenaires au développement, un outil d'orientation pour toute action à entreprendre en faveur des femmes.

Les objectifs de cette politique ont été traduits en 1998 en Programme Cadre Genre et Développement (PCGED), que j'ai déjà développé longuement, au cours des sessions précédentes.

Le PCGED est demeuré le document clé qui a permis à la Guinée de disposer d'un cadre de référence national pour initier des stratégies relatives à la dimension genre dans les politiques sectorielles et coordonner les actions des intervenants sur les questions de l'égalité des sexes.

Dans le cadre de la stratégie d'harmonisation des interventions au plan national, le PCGED a été intégré au nouveau texte social et économique de référence qu'est le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), en 2000.

Pour consolider les dispositions de prise en compte de la dimension genre et de l'application sectorielle de la politique, un réseau de points focaux a été mis en place dans les différents départements ministériels, en vue de veiller à l'intégration des questions sexospécifiques dans les politiques, programmes et projets de leurs services respectifs. Ces points focaux dont les capacités d'intervention ont été renforcées, se sont activement employés dans l'atteinte des résultats obtenus.

Les actions en cours, d'intérêt prioritaire ont été engagées dans les secteurs :

- des lois avec la ratification et la promulgation du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme en Afrique.

L'élaboration d'un Plan d'action de mise en oeuvre de la Déclaration solennelle des Chefs et de gouvernement de l'Union africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique ;

Révision du Code civil en supprimant toutes les dispositions discriminatoires à l'encontre des femmes ;

L'élaboration d'un Code des personnes et de la famille en cours d'adoption ;

L'élaboration d'un Code de l'enfant qui met l'égalité entre la jeune fille et le jeune garçon au centre de ces dispositions.

- Dans le secteur de l'éducation, trois comités d'équité ont été créés aux niveaux élémentaire, secondaire, technique et supérieur, pour appuyer les actions de plaidoyer liées à la formation, à la scolarisation des filles ainsi qu'à l'intégration des notions d'égalité de sexes dans les cursus d'enseignement. Une chaire Genre, Femme, Société et Développement a été créée au sein de l'université de Conakry pour des besoins de conceptualisation de l'approche genre au niveau des étudiants et des planificateurs ; cette Chaire appuyée par l'UNESCO est à la fois une Chaire de formation et de recherche et à une vocation sous régionale.

Dans le cadre de la communication qui contribue efficacement aux activités de plaidoyer, en faveur de la politique nationale de la promotion féminine, il a été produit des films sur certaines préoccupations relatives aux douze points de la Plate-forme de Beijing ainsi que des pièces de théâtre, dont certaines en langues nationales ;

- Dans le cadre de l'Agriculture, une cellule d'appui aux femmes rurales a été créée et il a été élaboré un programme-cadre Genre et développement agricole.

La création du réseau des femmes des partis politiques et son renforcement par la mise en place d'un l'Observatoire sur les femmes a vu le jour, dont la présidence est assurée par le Président de la Commission sociale de l'Assemblée Nationale.

Madame la Présidente,

Outre ces mesures, l'approche intersectorielle a permis au Ministère d'entreprendre des recherches sur les questions de genre dans des les domaines que sont, entre autres, le secteur informel, l'emploi, le VIH/Sida, l'Epargne, le Crédit et la gouvernance.

Il est heureux de souligner que la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Promotion Féminine n'aurait pas abouti à un résultat appréciable sans la participation active de la société civile, des collectivités locales et des institutions nationales au plus haut niveau. L'action institutionnelle de la société civile sur les questions féminines a été renforcée, depuis 1999, au niveau du Conseil Economique et social (CES) de mon pays, par la participation effective des femmes à la gestion de la vie publique où le nombre des femmes s'est sensiblement accru aux différentes instances de prise de décisions.

A cet égard, ma délégation voudrait saisir l'occasion qui lui est offerte, pour rendre hommage aux organisations non gouvernementales et de la société civile nationale et internationale qui sont impliquées dans le processus de mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, notamment la COFEG, la CONAG-DCF, le WILDAF, l'Association des Femmes juristes de Guinée) (AFJG), l'AGUIFEL, le REFAMP, le FAWE et le Réseau des femmes du Fleuve Mano, détenteur du prix des Nations Unies pour les droits de l'homme.

C'est aussi l'occasion pour moi de remercier les partenaires bilatéraux et internationaux qui, sans relâche, continuent de nous accompagner dans le processus en cours. Nous les exhortons à poursuivre leurs efforts.

Madame la Présidente,

En dépit des progrès réalisés sur les plans international, régional, sous régional et national, il convient de souligner que de nombreux défis restent à relever, dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action de Pékin et de la Plate forme d'action de Dakar.

En Guinée, les principales contraintes rencontrées sont essentiellement d'ordre juridique, socioculturel et financier, tout en gardant à l'esprit les conséquences des conflits de la sous région qui ont négativement pesé de tout leur poids dans la mise en oeuvre des programmes de développement du pays.

Toutefois, pour la prochaine décennie, les perspectives découlant de cette mise en oeuvre seront consacrées à la consolidation des acquis, ainsi qu'aux questions émergentes telles que la féminisation du VIH/Sida, la féminisation de la pauvreté et l'exploitation sexuelles des femmes et des filles à des fins commerciales auxquelles s'ajoutent, en dépit des efforts remarquables un taux encore intolérable de mortalité maternelle et infantile.

Nous sommes convaincus que ces perspectives seront réalisées dans un cadre politique favorable dont témoigne le Chef de l'Etat, le Général Lansana CONTE, dans son adresse à la Nation en janvier 2004, je cite : **"L'expérience prouve que l'implication des femmes dans la mise en oeuvre de nos programmes de développement est un facteur de réussite. Durant ce septennat, il faut donc que toutes les politiques et tous les programmes que nous allons concevoir intègrent, plus que par le passé, la nécessité de donner aux femmes un accès équitable à toutes les opportunités qu'offrent les programmes de développement que nous allons mettre en oeuvre**

Si les jeunes et les femmes deviennent des véritables partenaires dans la conduite des affaires du pays, nous aurons la garantie de réaliser avec plus de succès nos programmes prioritaires". Fin de citation.

Cette volonté politique réaffirmée par . la plus haute autorité balise, on ne peut mieux, le chemin de l'action de promotion de la femme guinéenne.

A l'issue de nos présentes assises, les initiatives relatives aux perspectives seront fondées sur la révision de la politique nationale de promotion féminine et des politiques sectorielles, pour qu'elles soient plus adaptées aux objectifs de développement du millénaire.

Aussi, le renforcement de la coordination des mécanismes institutionnels en charge des questions de genre servira de premier jalon à notre action, au cours des prochaines années.

Nous continuons de croire que la problématique de la promotion de la femme doit se traduire en réalité concrète et continuer d'être une partie intégrante des programmes de développement global. Ce qui, à notre avis, constitue un combat permanent.

Dans ce. contexte, la Commission de la condition de la femme, qui demeure un cadre privilégié pour échanger les vues, défendre efficacement les droits de la femme et promouvoir l'égalité, doit poursuivre ses travaux avec un dynamisme renouvelé.

Mon pays, conscient des importantes avancées réalisées, en dépit des défis à relever, notamment en Afrique, toujours confrontée à la féminisation de la pauvreté, à la persistance de l'inégalité entre les sexes dans l'accès à l'éducation, à la santé et au développement durable, fonde le grand espoir que notre session apportera son plein soutien aux initiatives qui seront engagées après Pékin +10 pour la promotion des femmes et l'égalité effective entre les hommes et les femmes.

Dans cette perspective, mon pays, la République de Guinée est déterminée à apporter sa contribution et à oeuvrer pour que la présente session soit une étape marquante vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Je vous remercie.